



AMBASSADE DU PORTUGAL  
PARIS

RC → Robert  
Pour la NLF

RC → E. Smith  
22 AVR. 2015  
Faire lettre indiquant si on va  
de rembourser et  
la diffusion

N° 562  
17.04.2015  
- 18.9 -

Monsieur le Président,

Le Portugal ayant décidé de se doter d'une législation permettant aux descendants de juifs sépharades portugais expulsés du Portugal à la fin du XV siècle et début du XVI, d'obtenir la nationalité portugaise, j'ai le plaisir de vous faire parvenir, ci-joint, un résumé de ladite législation, en versions française, portugaise et anglaise, en vous priant de bien vouloir en assurer la divulgation afin que les personnes éventuellement concernées puissent en avoir connaissance.

Tout en vous remerciant de votre coopération dans la diffusion de cette information, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

Cordialement

L'Ambassadeur

José Filipe M. Moraes Cabral

**M. Roger Cukierman**  
**Président du Conseil Représentatif des Institutions Juives de France**  
**Espace Rachi**  
**39 rue Broca**  
**75005 Paris**

## Portugal

### Ministère de la Justice

#### Décret-Loi n° 30-A/2015, du 27 février

Sont désignés juifs sépharades les juifs descendants des anciennes et traditionnelles communautés juives de la Péninsule Ibérique.

La présence de ces communautés dans la Péninsule Ibérique est très ancienne, et même antérieure à la formation des royaumes chrétiens ibériques, comme fut le cas avec le Portugal à partir du XIIe siècle.

Ces communautés juives ayant, à partir de la fin du XVe siècle et après l'Édit de l'Alhambra en 1492, fait objet de persécution par l'Inquisition espagnole, plusieurs de ses membres se sont réfugiés au Portugal.

Cependant, le roi Manuel, qui d'abord promit l'adoption d'une leur garantissant la protection, détermina, à partir de 1496, l'expulsion de tous les juifs séfarades (aussi connu comme marranes) ne se soumettant pas au baptême catholique. Ainsi, de nombreux juifs séfarades ont été expulsés du Portugal à la fin du XVe siècle et au début du XVIe siècle.

En général, ces juifs péninsulaires se sont installés, entre autres pays, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Turquie, ainsi que dans certaines parties de l'Afrique du Nord et, plus tard, dans les territoires américains, notamment au Brésil, en Argentine, au Mexique et aux États-Unis (EUA).

Malgré la persécution et l'éloignement de leur territoire ancestral, de nombreux juifs séfarades d'origine portugaise et leurs descendants ont gardé, non seulement la langue portugaise, mais aussi les rites traditionnels de l'ancien culte juif au Portugal, conservant, au fil des générations, leur nom de famille, des objets et des documents prouvant leur origine portugaise, de pair avec une forte relation mémorielle les amenant à se désigner à eux-mêmes comme « juifs portugais » ou « juifs de la nation portugaise »

Avec la « conversion debout », dénomination sous laquelle est connue la conversion forcée des juifs, ordonnée par D. Manuel, il a été mis officiellement fin à l'existence de juifs au Portugal, n'existant désormais que des vieux-chrétiens et des nouveaux-chrétiens, cette dernière dénomination cachant l'origine juive.

Pendant la période de l'Inquisition nombreux nouveaux-chrétiens et juifs portugais ont réussi à s'échapper et à sortir du Royaume, en s'établissant dans certaines régions de la Méditerranée (Gibraltar, le Maroc, le Sud de la France, l'Italie, la Croatie, la Grèce, la Turquie, la Syrie, le Liban, Israël, la Jordanie, l'Égypte, la Libye, la Tunisie et l'Algérie), l'Europe du Nord (Londres, Nantes, Paris, Anvers, Bruxelles, Rotterdam et Amsterdam), le Brésil, les Antilles et les États-Unis, entre autres, y créant des communautés hautement réputées et y établissant des synagogues notables comme la Synagogue Portugaise d'Amsterdam, la Synagogue Shearith Israël à New York, la Synagogue Bevis Marks à Londres, la synagogue Touro à Newport (Rhode Island - États-Unis), la Synagogue Portugaise de Montréal et la Synagogue Tzur Israël à Recife.

Au début du XIXe siècle sont retournés au Portugal quelques descendants de juifs séfarades qui avaient trouvé refuge au Maroc et Gibraltar, et, en 1801, a été créé le premier cimetière juif moderne, à côté du cimetière anglais de Lisbonne, et en 1868, par décret de Don Luis, a été attribué « aux juifs de Lisbonne la permission pour installer un cimetière pour l'inhumation de ses partisans », l'actuel cimetière de la Rue D. Afonso III, à Lisbonne.

Même aujourd'hui, dans la plupart des noms de familles judeo-séfarades, la matrice portugaise est préservée, bien que dans certains cas, mélangée avec le castillane.

Dans la diaspora au Pays-Bas et au Royaume-Uni, il reste encore, entre autres, des noms de famille comme: *Abrantes, Aguilar, Andrade, Brandão, Brito, Bueno, Cardoso, Carvalho, Castro, Costa, Coutinho, Dourado, Fonseca, Furtado, Gomes, Gouveia, Granjo, Henriques, Lara, Marques, Melo e Prado, Mesquita, Mendes, Neto, Nunes, Pereira, Pinheiro, Rodrigues, Rosa, Sarmiento, Silva, Soares, Teixeira e Teles.*

Dans la diaspora latino-américaine, il reste encore, par exemple, également, les noms de famille: *Almeida, Avelar, Bravo, Carvajal, Crespo, Duarte, Ferreira, Franco, Gato, Gonçalves, Guerreiro, Leão, Lopes, Leiria, Lobo, Lousada, Machorro, Martins, Montesino, Moreno, Mota, Macias, Miranda, Oliveira, Osório, Pardo, Pina, Pinto, Pimentel, Pizarro, Querido, Rei, Ribeiro, Salvador, Torres e Viana.*

En outre, dans d'autres régions du monde, il y a aussi des descendants de juifs séfarades du Portugal qui conservent, en plus de ceux qui précèdent, entre autres, les noms suivants: *Amorim, Azevedo, Alvares, Barros, Basto, Belmonte, Cáceres, Caetano, Campos, Carneiro, Cruz, Dias, Duarte, Elias, Estrela, Gaiola, Josué, Lemos, Lombroso, Lopes, Machado, Mascarenhas, Mattos, Meira, Mello e Canto, Mendes da Costa, Miranda, Morão, Morões, Mota, Mucada, Negro, Oliveira, Osório (ou Ozório), Paiva, Pilão, Pinto, Pessoa, Preto, Souza, Vaz e Vargas.*

Au-delà des noms de famille et de l'utilisation du portugais, en particulier dans les rites, il y a des descendants de portugais juifs séfarades qui, aujourd'hui encore, parlent entre eux le ladino, la langue utilisée par les séfarades expulsés d'Espagne et du Portugal dans le XVe siècle, dérivé de l'espagnol et du portugais et encore actuellement parlée par environ 150 000 personnes dans des communautés existantes en Israël, en Turquie, dans l'ex-Yougoslavie, en Grèce, au Maroc et dans les Amériques, parmi beaucoup d'autres endroits.

Le présent décret vient autoriser l'exercice du droit au retour des juifs séfarades descendants d'origine portugaise qui le souhaitent, grâce à l'acquisition de la nationalité portugaise par naturalisation, et leur intégration dans la communauté nationale, avec les droits et obligations qui en découlent.

Ont été entendus, à titre facultatif, la communauté juive de Lisbonne, la Communauté israélite de Porto, le Conseil Supérieur de la Magistrature, le Conseil Supérieur des Tribunaux Administratifs et Fiscaux, le Conseil Supérieur du Ministère Public, l'Ordre des Avocats, l'Ordre des Notaires, la Chambre des Huissiers, l'Association syndicale des Conservateurs du cadastre et le Conseil des Officiers de Justice.

A titre également facultatif, ont été auditionnées la Communauté Juive de Belmonte, l'Association Syndicale des Juges Portugaises, l'Association des Procureurs, l'Association syndicale des Officiers de Registres et du Notariat, l'Union des Travailleurs de Registres et du Notariat de la Région Nord, l'Union des Travailleurs de Registres et du Notariat de la Zone Sud et des îles, l'Union des Huissiers de Justice, le Syndicat des Agents de la Justice et l'Association des Officiers de Justice.

Ainsi:

En vertu des dispositions de l'article 2.º de la Loi Organique n° 1/2013 du 29 juillet, et conformément à l'alinéa a) du n.º 1 de l'article 198.º de la Constitution, le Gouvernement décrète :

#### **Article 1**

##### **Objet**

Le présent diplôme procède à la seconde altération du Règlement de Nationalité Portugaise, adopté par le Décret-loi n° 237-A/2006, du 14 décembre, modifié par le Décret-loi n° 43/2013 du 1<sup>er</sup> avril, permettant l'attribution de la nationalité portugaise, par naturalisation aux descendants de juifs séfarades.

#### **Article 2**

##### **Avenant au Règlement de Nationalité Portugaise**

Est ajouté au Règlement de Nationalité Portugaise, adopté par le Décret-loi n° 237-A/2006, du 14 décembre, modifié par le Décret-loi n° 43/2013, du 1<sup>er</sup> avril, l'article 24-A avec la rédaction suivante :

#### **Article 24-A**

##### **« Naturalisation d'étrangers descendants de juifs séfarades portugais**

1- Le gouvernement peut accorder la nationalité portugaise, par naturalisation, aux descendants de juifs sépharades, lorsque ceux-ci répondent aux exigences suivantes :

- a) Qu'ils soient majeurs ou émancipés au regard de la loi portugaise ;
- b) Qu'ils n'aient pas été condamnés, par jugement passé en force de chose jugée, pour la pratique de crime passible d'une peine de prison d'un maximum égal ou supérieur à trois ans, selon la loi portugaise.

2- Dans la requête que doit présenter l'intéressé, sont indiquées et démontrées les circonstances qui déterminent la tradition d'appartenance à une communauté sépharade d'origine portugaise, à savoir, nom de famille, langue de famille, descendance directe ou relation familiale sur la ligne collatérale de parent commun à partir de la communauté sépharade d'origine portugaise.

3- La requête est composée des documents suivants, sans préjudice de dispense de leur présentation par l'intéressé selon les termes de l'article 37 :

- a) Acte de naissance ;
- b) Extraits de casier judiciaire émis par les services compétents portugais, du pays de naissance et de nationalité, ainsi que par les pays dans lequel a résidé ou réside l'intéressé, lesquels doivent être certifiés dans le cas où ils sont émis par des autorités étrangères ;
- c) Certificat de communauté juive avec le statut de personne morale religieuse, basé au Portugal, sur les termes de la loi, à la date d'entrée en vigueur du présent article, qui atteste la tradition d'appartenance à une communauté sépharade d'origine portugaise, notamment matérialisée par le nom de famille du demandeur, par la langue familiale, par la généalogie e la mémoire familiale.

4- Le certificat mentionné à l'alinéa c) du numéro précédent doit comporter le nom complet, la date de naissance, le pays de naissance, la filiation, la nationalité et la résidence du demandeur, ainsi que l'indication de la descendance directe ou de relation familiale sur la ligne collatérale de parent commun à partir de la communauté sépharade d'origine portugaise, accompagné de tous les éléments de preuve.

5- En l'absence du certificat mentionné à l'alinéa c) du numéro 3, et pour la démonstration de descendance directe ou de relation familiale sur la ligne collatérale de parent commun à partir de la communauté sépharade d'origine portugaise et de la tradition d'appartenance à une communauté sépharade d'origine portugaise, sont admis les moyens de preuve suivants :

- a) Document certifié, émis par la communauté juive à laquelle le demandeur appartient, qui atteste de l'utilisation d'expressions portugaises dans les rites juifs ou, que le ladin soit la langue parlée au sein de cette communauté ;
- b) Déclarations papiers certifiées, telles que des attestations réalisées par des synagogues ou des cimetières juifs, ainsi que des titres de résidence, des titres de propriété, des testaments et d'autres justificatifs de lien familial du demandeur, par voie de descendance directe ou de relation familiale du parent commun à partir de la communauté sépharade d'origine portugaise.

6- En cas de doute sur l'authenticité du contenu des documents émis à l'étranger, le membre du Gouvernement responsable de la zone juridictionnelle, peut demander à la communauté juive, à laquelle se réfère l'alinéa c) du numéro 3, un avis sur les moyens de preuve présentés au titre des dispositions du numéro précédent. »

### **Article 3**

#### **Entrée en vigueur**

Le présent décret-loi entre en vigueur le 1.er jour du mois suivant celui de sa publication.

(...)

## Portugal

---

Loi de la nationalité portugaise

Descendants de juifs sépharades portugais expulsés du Portugal à la fin du XV siècle et début du siècle suivant.

Procédure de demande de la nationalité portugaise

---

**Entités judaïques compétentes pour orienter les personnes souhaitant obtenir un certificat attestant l'appartenance à une communauté sépharade d'origine portugaise.**

---

I – Comunidade Israelita de Lisboa, Telefone n.º + 351 213 931 130,

E-mail: [sephardi.naturalization@comunidadeisraelitalisboa.org](mailto:sephardi.naturalization@comunidadeisraelitalisboa.org)

II – Comunidade Israelita do Porto, Telefone n.º + 351 911 768 596,

E-mail: [portuguesenationality@comunidade-israelita-porto.org](mailto:portuguesenationality@comunidade-israelita-porto.org)

## **Decreto-Lei n.º 30 – A/ 2015**

### **Concessão da Nacionalidade aos Descendentes de Judeus Sefarditas Portugueses**

---

#### **A quem se aplica?**

- Aos descendentes de judeus sefarditas portugueses, através da demonstração da tradição de pertença a uma comunidade sefardita de origem portuguesa, com base em requisitos objetivos comprovados de ligação a Portugal, designadamente apelidos, idioma familiar, descendência direta ou colateral, desde que sejam maiores ou emancipados à face da lei portuguesa e não tenham sido condenados, com trânsito em julgado da sentença, pela prática de crime punível com pena de prisão de máximo igual ou superior a três anos, segundo a lei portuguesa.

#### **Como deve apresentar o pedido?**

- O interessado pode adquirir nacionalidade portuguesa por naturalização, desde que reunidos os demais requisitos legais, mediante requerimento dirigido ao Ministro da Justiça.

#### **Onde posso dirigir-me para obter informações ou apresentar o requerimento?**

- Pode dirigir-se a um serviço competente
- Pode ainda optar pelo envio do requerimento pelo correio para a Conservatória dos Registos Centrais.
- Pode dirigir-se aos Postos Consulares da área de residência do interessado.

#### **Quem pode efectuar o pedido?**

- O requerimento para fins de aquisição da nacionalidade por naturalização pode ser efectuado pelo próprio, por si ou por procurador bastante.
- Se o interessado for representado por procurador, a procuração deve revestir a forma prevista na lei.

#### **Que documentos devem apresentar?**

- Requerimento dirigido ao Ministro da Justiça, redigido em língua portuguesa devendo nele constar, além do fundamento do pedido e de outras circunstâncias que o interessado considere relevantes, os seguintes elementos:

- o nome completo, data do nascimento, estado, naturalidade, nacionalidade, filiação, profissão e residência actual, bem como a indicação dos países onde tenha residido anteriormente;
  - a menção do número, data e entidade emitente do título ou autorização de residência, passaporte ou documento de identificação equivalente do interessado, bem como do representante legal ou do procurador, se os houver;
  - a indicação e demonstração das circunstâncias que determinam a tradição de pertença a uma comunidade sefardita de origem portuguesa, designadamente, apelidos de família, idioma familiar, descendência direta ou relação familiar na linha colateral de progenitor comum a partir da comunidade sefardita de origem portuguesa;
  - a assinatura do requerente, reconhecida presencialmente, salvo se for feita na presença de funcionário de um dos serviços ou posto de atendimento com competência para a recepção do requerimento. Quando o procurador seja advogado ou solicitador, é suficiente, para a confirmação da assinatura, a indicação do número da respetiva cédula profissional.
- Certidão do registo de nascimento, se possível, de cópia integral e emitida por fotocópia, devidamente autenticada e acompanhada de tradução, se escrita em língua estrangeira.
  - Certificados do registo criminal, devidamente autenticados, emitidos pelos serviços competentes do país da naturalidade e da nacionalidade, bem como dos países onde o interessado tenha tido e tenha residência, acompanhados de tradução, se escritos em língua estrangeira.
  - Certificado de comunidade judaica com estatuto de pessoa coletiva religiosa, radicada em Portugal, nos termos da lei (Lisboa e Porto), de acordo com o n.º 5 do artigo 24-A, do Decreto-Lei n.º 30-A/2015.
  - Na falta do certificado de comunidade judaica com estatuto de pessoa coletiva religiosa, radicada em Portugal, deve juntar documento autenticado, emitido pela comunidade judaica a que pertença, que ateste o uso de expressões em português em ritos judaicos ou, como língua falada por si no seio dessa comunidade, do ladino ou registos documentais, devidamente



autenticados, comprovativos da ligação familiar do interessado, por via de descendência direta ou relação familiar na linha colateral de progenitor comum a partir da comunidade sefardita de origem portuguesa (tais como registos de sinagogas e cemitérios judaicos, bem como títulos de residência, títulos de propriedade, testamentos ou outros).

**Pagamento:**

- Deve ser escolhida a modalidade de pagamento;
- O não pagamento da quantia emolumentar devida conduz à rejeição liminar ou à execução da conta.

<b>Emolumentos</b>	<b>Valor</b>
<b>Aquisição da Nacionalidade - artigo 6º, nº7</b>	<b>250,00 €</b>

**Advertências:**

- O requerimento pode, em certas situações, ser indeferido. Nesse caso, o interessado será notificado dos fundamentos do indeferimento, para se pronunciar no prazo de 20 dias. Se o pedido vier a ser indeferido liminarmente, por se manterem os fundamentos que conduzem ao seu indeferimento, não haverá lugar ao reembolso de qualquer quantia.



## MINISTÉRIO DA JUSTIÇA

### Decreto-Lei n.º 30-A/2015

de 27 de fevereiro

Designam-se de judeus sefarditas, os judeus descendentes das antigas e tradicionais comunidades judaicas da Península Ibérica.

A presença dessas comunidades na Península Ibérica é muito antiga, sendo mesmo anterior à formação dos reinos ibéricos cristãos, como sucedeu com Portugal a partir do século XII.

Tendo essas comunidades judaicas, a partir de finais do século XV e após o Édito de Alhambra de 1492, sido objeto de perseguição por parte da Inquisição espanhola, muitos dos seus membros refugiaram-se então em Portugal.

Porém, o rei D. Manuel, que inicialmente havia promulgado uma lei que lhes garantia proteção, determinou, a partir de 1496, a expulsão de todos os judeus sefarditas (também conhecidos por marranos) que não se sujeitassem ao batismo católico. Assim, numerosos judeus sefarditas foram expulsos de Portugal nos finais do século XV e inícios do século XVI.

De modo geral, estes judeus peninsulares estabeleceram-se, entre outros, em países como a Holanda, o Reino Unido e a Turquia, bem como em regiões do Norte de África e, mais tarde, em territórios americanos, nomeadamente no Brasil, Argentina, México e Estados Unidos da América (EUA).

Apesar das perseguições e do afastamento do seu território ancestral, muitos judeus sefarditas de origem portuguesa e seus descendentes mantiveram não só a língua portuguesa, mas também os ritos tradicionais do antigo culto judaico em Portugal, conservando, ao longo de gerações, os seus apelidos de família, objetos e documentos comprovativos da sua origem portuguesa, a par de uma forte relação memorial que os leva a denominarem-se a si mesmos como «*judeus portugueses*» ou «*judeus da Nação portuguesa*».

Com a «*conversão em pé*», denominação pela qual ficou conhecida a conversão forçada dos judeus, decretada por D. Manuel, deixaram, então, de existir oficialmente judeus em Portugal, e apenas cristãos-velhos e cristãos-novos, sendo que esta nova denominação de cristãos-novos escondia a origem judaica.

Durante o período da Inquisição muitos desses cristãos-novos e judeus portugueses conseguiram escapar e sair do Reino, estabelecendo-se em algumas regiões do Mediterrâneo (Gibraltar, Marrocos, Sul de França, Itália, Croácia, Grécia, Turquia, Síria, Líbano, Israel, Jordânia, Egito, Líbia, Tunísia e Argélia), norte da Europa (Londres, Nantes, Paris, Antuérpia, Bruxelas, Roterdão e Amesterdão), Brasil, Antilhas e EUA, entre outras, aí criando comunidades de grande renome e fundado sinagogas notáveis, tais como a Sinagoga Portuguesa de Amesterdão, a Sinagoga Shearith Israel de Nova York, a Sinagoga Bevis Marks de Londres, a Sinagoga de Touro em Newport (Rhode Island — EUA), a Sinagoga Portuguesa de Montreal e a Sinagoga Tzur Israel em Recife.

No início do século XIX regressaram a Portugal alguns descendentes de judeus sefarditas que se tinham refugiado em Marrocos e Gibraltar, tendo, em 1801, sido criado o primeiro cemitério judeu moderno, junto ao cemitério inglês em Lisboa, e, em 1868, por alvará de D. Luís, sido concedido aos «*judeus de Lisboa a permissão de instalar*

um cemitério para a inumação dos seus correligionários», o atual cemitério da Rua D. Afonso III, em Lisboa.

Ainda hoje, em muitos dos apelidos de famílias judaico-sefarditas, conserva-se a matriz portuguesa, embora, nalguns casos, esteja misturada com a castelhana.

Na diáspora da Holanda e Reino Unido subsistem, entre outros, apelidos de família como: *Abrantes, Aguilar, Andrade, Brandão, Brito, Bueno, Cardoso, Carvalho, Castro, Costa, Coutinho, Dourado, Fonseca, Furtado, Gomes, Gouveia, Granjo, Henriques, Lara, Marques, Melo e Prado, Mesquita, Mendes, Neto, Nunes, Pereira, Pinheiro, Rodrigues, Rosa, Sarmento, Silva, Soares, Teixeira e Teles*.

Já na diáspora da América Latina mantêm-se, por exemplo, também entre outros, os apelidos: *Almeida, Avelar, Bravo, Carvajal, Crespo, Duarte, Ferreira, Franco, Gato, Gonçalves, Guerreiro, Leão, Lopes, Leiria, Lobo, Lousada, Machorro, Martins, Montesino, Moreno, Mota, Macias, Miranda, Oliveira, Osório, Pardo, Pina, Pinto, Pimentel, Pizarro, Querido, Rei, Ribeiro, Salvador, Torres e Viana*.

Para além disso, noutras regiões do Mundo, existem igualmente descendentes de judeus sefarditas de origem portuguesa que conservam, para além dos acima indicados, entre outros, os seguintes apelidos: *Amorim, Azevedo, Álvares, Barros, Basto, Belmonte, Cáceres, Caetano, Campos, Carneiro, Cruz, Dias, Duarte, Elias, Estrela, Gaiola, Josué, Lemos, Lombroso, Lopes, Machado, Mascarenhas, Mattos, Meira, Mello e Canto, Mendes da Costa, Miranda, Morão, Morões, Mota, Moucada, Negro, Oliveira, Osório (ou Ozório), Paiva, Pilão, Pinto, Pessoa, Preto, Souza, Vaz e Vargas*.

Para além dos apelidos familiares e do uso da língua portuguesa, designadamente nos ritos, há descendentes de judeus sefarditas portugueses que, ainda hoje, falam entre si o ladino, língua usada pelos sefarditas expulsos de Espanha e de Portugal no século XV, derivada do castelhano e do português e atualmente falada por cerca de 150 000 pessoas em comunidades existentes em Israel, Turquia, antiga Jugoslávia, Grécia, Marrocos e nas Américas, entre muitos outros locais.

O presente diploma vem permitir o exercício do direito ao retorno dos descendentes judeus sefarditas de origem portuguesa que o desejem, mediante a aquisição da nacionalidade portuguesa por naturalização, e sua integração na comunidade nacional, com os inerentes direitos e obrigações.

Foram ouvidos, a título facultativo, a Comunidade Israelita de Lisboa, a Comunidade Israelita do Porto, o Conselho Superior da Magistratura, o Conselho Superior dos Tribunais Administrativos e Fiscais, o Conselho Superior do Ministério Público, a Ordem dos Advogados, a Ordem dos Notários, a Câmara dos Solicitadores, a Associação Sindical dos Conservadores dos Registos e o Conselho dos Oficiais de Justiça.

Foi promovida a audição, a título facultativo, da Comunidade Judaica de Belmonte, da Associação Sindical dos Juizes Portugueses, do Sindicato dos Magistrados do Ministério Público, da Associação Sindical dos Oficiais dos Registos e do Notariado, do Sindicato dos Trabalhadores dos Registos e do Notariado da Região Norte, do Sindicato dos Trabalhadores dos Registos e do Notariado da Zona Sul e Ilhas, do Sindicato dos Funcionários Judiciais, do Sindicato dos Oficiais de Justiça e da Associação dos Oficiais de Justiça.

Assim:

Ao abrigo do disposto no artigo 2.º da Lei Orgânica n.º 1/2013, de 29 de julho, e nos termos da alínea a) do n.º 1 do artigo 198.º da Constituição, o Governo decreta o seguinte:

#### Artigo 1.º

##### Objeto

O presente diploma procede à segunda alteração ao Regulamento da Nacionalidade Portuguesa, aprovado pelo Decreto-Lei n.º 237-A/2006, de 14 de dezembro, alterado pelo Decreto-Lei n.º 43/2013, de 1 de abril, permitindo a concessão da nacionalidade portuguesa, por naturalização, a descendentes de judeus sefarditas.

#### Artigo 2.º

##### Aditamento ao Regulamento da Nacionalidade Portuguesa

É aditado ao Regulamento da Nacionalidade Portuguesa, aprovado pelo Decreto-Lei n.º 237-A/2006, de 14 de dezembro, alterado pelo Decreto-Lei n.º 43/2013, de 1 de abril, o artigo 24.º-A, com a seguinte redação:

#### «Artigo 24.º-A

##### Naturalização de estrangeiros que sejam descendentes de judeus sefarditas portugueses

1 — O Governo pode conceder a nacionalidade portuguesa, por naturalização, aos descendentes de judeus sefarditas, quando satisfaçam os seguintes requisitos:

a) Sejam maiores ou emancipados à face da lei portuguesa;

b) Não tenham sido condenados, com trânsito em julgado da sentença, pela prática de crime punível com pena de prisão de máximo igual ou superior a três anos, segundo a lei portuguesa.

2 — No requerimento a apresentar pelo interessado são indicadas e demonstradas as circunstâncias que determinam a tradição de pertença a uma comunidade sefardita de origem portuguesa, designadamente, apelidos de família, idioma familiar, descendência direta ou relação familiar na linha colateral de progenitor comum a partir da comunidade sefardita de origem portuguesa.

3 — O requerimento é instruído com os seguintes documentos, sem prejuízo da dispensa da sua apresentação pelo interessado nos termos do artigo 37.º:

a) Certidão do registo de nascimento;

b) Certificados do registo criminal emitidos pelos serviços competentes portugueses, do país da nacionalidade e da nacionalidade, bem como dos países onde tenha tido e tenha residência, os quais devem ser autenticados, quando emitidos por autoridades estrangeiras;

c) Certificado de comunidade judaica com estatuto de pessoa coletiva religiosa, radicada em Portugal, nos termos da lei, à data de entrada em vigor do presente artigo, que ateste a tradição de pertença a uma comu-

nidade sefardita de origem portuguesa, materializada, designadamente, no apelido do requerente, no idioma familiar, na genealogia e na memória familiar.

4 — O certificado referido na alínea c) do número anterior deve conter o nome completo, a data de nascimento, a naturalidade, a filiação, a nacionalidade e a residência do requerente, bem como a indicação da descendência direta ou relação familiar na linha colateral de progenitor comum a partir da comunidade sefardita de origem portuguesa, acompanhado de todos os elementos de prova.

5 — Na falta do certificado referido na alínea c) do n.º 3, e para demonstração da descendência direta ou relação familiar na linha colateral de progenitor comum a partir da comunidade sefardita de origem portuguesa e tradição de pertença a uma comunidade sefardita de origem portuguesa, são admitidos os seguintes meios de prova:

a) Documento autenticado, emitido pela comunidade judaica a que o requerente pertença, que ateste o uso pelo mesmo de expressões em português em ritos judaicos ou, como língua falada por si no seio dessa comunidade, do ladino;

b) Registos documentais autenticados, tais como registos de sinagogas e cemitérios judaicos, bem como títulos de residência, títulos de propriedade, testamentos e outros comprovativos da ligação familiar do requerente, por via de descendência direta ou relação familiar na linha colateral de progenitor comum a partir da comunidade sefardita de origem portuguesa.

6 — Em caso de dúvida sobre a autenticidade do conteúdo dos documentos emitidos no estrangeiro, o membro do Governo responsável pela área da justiça pode solicitar, à comunidade judaica a que se refere a alínea c) do n.º 3, parecer sobre os meios de prova apresentados ao abrigo do disposto no número anterior.»

#### Artigo 3.º

##### Entrada em vigor

O presente diploma entra em vigor no 1.º dia do mês seguinte ao da sua publicação.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros de 29 de janeiro de 2015. — *Pedro Passos Coelho* — *Rui Manuel Parente Chancerelle de Machele* — *Anabela Maria Pinto de Miranda Rodrigues* — *Paula Maria von Hafe Teixeira da Cruz* — *Nuno Paulo de Sousa Arrobas Crato* — *Luís Pedro Russo da Mota Soares*.

Promulgado em 24 de fevereiro de 2015.

Publique-se.

O Presidente da República, ANIBAL CAVACO SILVA.

Referendado em 26 de fevereiro de 2015.

O Primeiro-Ministro, *Pedro Passos Coelho*.

ARTIGO 6º, nº 7

Senhor Ministro da Justiça,  
Excelência,

Nome próprio \_\_\_\_\_  
Apelidos \_\_\_\_\_,  
nascido aos \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_, com o estado civil de \_\_\_\_\_,  
natural de \_\_\_\_\_, de nacionalidade \_\_\_\_\_,  
filho de \_\_\_\_\_  
e de \_\_\_\_\_  
com a profissão de \_\_\_\_\_, residente em \_\_\_\_\_,  
portador do\* \_\_\_\_\_ nº \_\_\_\_\_, emitido por \_\_\_\_\_, em \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_,

vem requerer a Vossa Excelência se digne conceder-lhe a nacionalidade portuguesa por naturalização, nos termos do artigo 6º, nº. 7 da Lei nº. 37/81, de 3 de outubro, na redação da Lei Orgânica nº. 1/2013, de 29 de julho, porquanto é descendente de judeu sefardita português.

Para o efeito declara que (indicar e demonstrar as circunstâncias que determinam a tradição de pertença a uma comunidade sefardita de origem portuguesa, designadamente, apelidos de família, idioma familiar, descendência direta ou colateral de progenitor comum a partir da comunidade sefardita de origem portuguesa) \_\_\_\_\_

Mais declara que é maior, à face da lei portuguesa e que nunca foi condenado, com trânsito em julgado da sentença, pela prática de crime punível com pena de prisão de máximo igual ou superior a três anos, segundo a mesma lei.

Declara, ainda, que:

- residiu anteriormente no estrangeiro, nos seguintes países \_\_\_\_\_  
 nunca residiu noutro país estrangeiro, além de \_\_\_\_\_, onde nasceu.

Mais declara que (caso pretenda pode indicar outras circunstâncias que considere relevantes) \_\_\_\_\_

Nos termos do nº 3 do artº 24º-A do Regulamento da Nacionalidade Portuguesa, aprovado pelo Decreto-Lei nº 237-A/06, 14 de dezembro, na redação do Decreto-Lei nº 535/2014, ... de ..., junta os seguintes documentos (Assinalar com X as opções pretendidas):

- certidão do registo de nascimento;  
 certificado do registo criminal português, ou \*\*  
 pretende que o certificado do registo criminal português seja obtido oficiosamente pela Conservatória dos Registos Centrais;  
 certificado do registo criminal emitido em \_\_\_\_\_, país da sua naturalidade;  
 certificado do registo criminal emitido em \_\_\_\_\_, país da sua nacionalidade;  
 certificado(s) do registo criminal emitido(s) em \_\_\_\_\_

. país(es) onde residiu:

certificado do registo criminal emitido em \_\_\_\_\_ país estrangeiro onde reside;

certificado de comunidade judaica com estatuto de pessoa coletiva religiosa, radicada em Portugal, nos termos da lei.

Outros documentos (v. g., documento, emitido pela comunidade judaica a que pertença, que ateste o uso de expressões em português em ritos judaicos ou, como língua falada por si no seio dessa comunidade, do ladino; registos de sinagogas e cemitérios judaicos, bem como títulos de residência, títulos de propriedade, testamentos, etc.): \_\_\_\_\_

Pede deferimento,

\_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_

(Local) (Data)

\_\_\_\_\_  
(Assinatura)

(A assinatura deve ser reconhecida presencialmente (alínea d) do n.º 4 do art.º 18.º do Regulamento da Nacionalidade Portuguesa, aprovado pelo Decreto-Lei n.º 237-A/06), exceto se for feita na presença de funcionário de um dos serviços ou posto de atendimento com competência para receber o requerimento. Se o procurador for advogado ou solicitador, é suficiente para a confirmação da assinatura, a indicação do número da respetiva cédula profissional).

**Notas:**

\* Indicar qual o documento de identificação (título ou autorização de residência, passaporte ou outro documento de identificação equivalente), bem como o número, data de emissão e entidade que o emitiu.

\*\* O interessado encontra-se dispensado de apresentar este certificado nos termos da alínea a) do n.º 7.º do art.º 37.º do Regulamento da Nacionalidade Portuguesa.

**APRESENTAÇÃO DO PEDIDO**

O requerimento, acompanhado dos documentos necessários, pode ser:

Entregue ou enviado por correio para:	Entregue nas extensões da Conservatória dos Registos Centrais a funcionarem em:
Conservatória dos Registos Centrais Rua Rodrigo da Fonseca, 200 1099-003 Lisboa	Centro Nacional de Apoio ao Imigrante (CNAI) Rua Álvaro Coutinho, 14 1150-025 Lisboa
	Centro Nacional de Apoio ao Imigrante (CNAI) Rua do Pinheiro, 9 4050-484 Porto
	Espaço de Registos de Lisboa (Areeiro) Espaço de Registos de Lisboa (Benfica) Espaço de Registos de Lisboa (Expo) Loja do Cidadão de Odivelas

AVISO IMPORTANTE: São liminarmente indeferidos os pedidos de nacionalidade que não sejam acompanhados do pagamento dos emolumentos devidos, procedendo-se à devolução de todos os documentos.

## I. Who can request the Portuguese nationality?

According to the recent amendment to the Regulation of Portuguese Nationality (Decree-law n.º 30 - A/2015), published in the Official Journal on February 27<sup>th</sup> 2015, the Portuguese Government may grant Portuguese nationality by naturalization to the descendants of Sephardic Portuguese Jews through the attestation of their links to Sephardic communities of Portuguese origin, namely, surnames, family speaking language and direct or indirect descent.

Candidates may also meet the following criteria:

1. Being of majority age or emancipated, under Portuguese law;
2. Having not been convicted, with a sentence transited in *rem judicatum*, for a crime liable to a prison sentence of three years or more, in accordance with Portuguese law.

## II. Which documents are required?

In terms of mandatory documents to instruct the request for attribution of the Portuguese nationality, the following documents are necessary:

1. The Application Form to apply for the Portuguese citizenship must be filled out in Portuguese. The following information will be required: full name; place and date of birth; parents; civil status; profession; nationality; the place of the current residence and the one where it has lived previously; Passport, ID or Permission of Residence (number, expiry dates and issuing authorities); evidence of the applicant's family history of connection to a Sephardic Community of Portuguese origin;
2. The signature should be certified by the consular authorities;
3. Applicant's birth certificate certified by the Portuguese Consulate of the country of origin of the document in question;
4. Translation into Portuguese of the above mentioned birth certificate certified by the Portuguese Consulate of the country of origin of the document in question;
5. Criminal Record from the applicant's country of birth and country of which he/she is a citizen, as well as from those countries where the applicant has resided, certified by the Portuguese Consulate of the country of origin of the documents in question;
6. Translation into Portuguese of the above mentioned criminal records certified by the Portuguese Consulate of the country of origin of the document in question;



7. Certificate from a Jewish community with collective religious person status (Lisbon or Oporto), under Portuguese Law, at the date of entry into force of this Article, that certifies the tradition of belonging to a Sephardic community of Portuguese origin, materialised, namely, in the family name of the applicant, native language, ancestry and family memory. In the absence of this Certificate, others means of evidence are admitted (see n.º 5 from Article 24 - A).

### III. Where must I deliver my request for the Portuguese nationality?

The Application Form, completed with the necessary documents, may be submitted in person or by mail at the Conservatória dos Registos Centrais (Central Registry Office). If residing in a foreign country, the request may be submitted at the Portuguese consular services of the residence area. The interested party can also appoint an alternative or successive power of attorney to present the request.

Naturalization is granted, upon application by the interested party, by decision of the Minister of Justice. If the request is denied, the interested party will be notified of the bases, disposing for the effect of a deadline of 20 days to pronouncing itself. Failure to submit payment and the required documents on time will result in the refusal of applications

### IV. How much does it cost?

Description	Fee
Acquisition of Portuguese Nationality under article 6º, nº7	250,00 €

Payment must be made by check or money order to the Central Registry Office for the exact amount of the bill. The fees must be paid upon submitting the application and will not be refunded if the application is rejected

## Ministry of Justice

Decree-law n. ° 30 – A/2015

February 27<sup>th</sup>

Sephardic Jews are hereby designated as Jews who descend from the ancient and traditional Jewish communities of the Iberian Peninsula.

The presence of those communities in the Iberian Peninsula is very old, even preceding the formation of the Christian Iberian kingdoms, as it happened with Portugal from the 12<sup>th</sup> century onwards.

From the end of the 15<sup>th</sup> century, and after the Alhambra Decree (1492), having those Jewish communities been subject to persecution from the Spanish Inquisition, many of their members then took refuge in Portugal.

However, King Manuel I of Portugal, who had initially enacted a law that would guarantee their protection, determined that, starting in 1496, all Sephardic Jews (also known as *marranos*) who would not subjected themselves to Catholic baptism would be expelled. Therefore, a number of Sephardic Jews were expelled from Portugal by late 15<sup>th</sup> century – early 16<sup>th</sup> century.

Generally, these peninsular Jews established themselves, with others, in countries like the Netherlands, the United Kingdom and Turkey, as well as in regions in North Africa and, later, in American territories, namely Brazil, Argentina, Mexico and the United States of America (USA).

Despite the persecutions and the departure from their ancestral territory, many Sephardic Jews of Portuguese origin and their descendants retained not only the Portuguese language, but also the traditional rites of the ancient Jewish cult in Portugal, conserving for generations their family names, objects and documents that comproved their Portuguese origins, paired with a strong memorial relationship that leads them to call themselves “*Portuguese Jews*” or “*Jews from the Portuguese nation*”.

With the “*conversão em pé*” (standing conversion), the name by which was known the forced conversion of Jews commanded by King Manuel, Jews officially stopped existing in Portugal, remaining only Old Christians and New Christians, the latter designation hiding the Jewish origins.



During the Inquisition Period, many of these New Christians and Portuguese Jews managed to escape and leave the Kingdom, for some regions of the Mediterranean (Gibraltar, Morocco, Southern France, Italy, Croatia, Greece, Turkey, Syria, Lebanon, Israel, Jordan, Egypt, Libya, Tunisia and Algeria), Northern Europe (London, Nantes, Paris, Antwerp, Brussels, Rotterdam and Amsterdam), Brazil, the Antilles and the USA, among others, creating there highly renowned communities and founding notable synagogues, such as the Portuguese Synagogue in Amsterdam, the Congregation Shearith Israel in New York, the Bevis Marks Synagogue in London, the Touro Synagogue in Newport (Rhode Island – USA), the Spanish and Portuguese Synagogue of Montreal and the Kahal Zur Israel Synagogue in Recife, Brazil.

In the beginning of the 19<sup>th</sup> century, some descendants of Sephardic Jews, who had taken refuge in Morocco and Gibraltar, returned to Portugal, the first modern Jewish cemetery having been created in 1801, next to the British cemetery in Lisbon. In 1868, by a charter from King Luís I, it was granted to “*the Jews of Lisbon the permission to install a cemetery for the burial of their coreligionists*”, the cemetery in Rua D. Afonso III, in Lisbon.

Even today, many Sephardic Jewish family names keep the Portuguese matrix, although, in some cases, it got mixed with the Spanish one.

In the Diaspora of the Netherlands and the United Kingdom, there subsist, between others, family names such as: *Abrantes, Aguilar, Andrade, Brandão, Brito, Bueno, Cardoso, Carvalho, Castro, Costa, Coutinho, Dourado, Fonseca, Furtado, Gomes, Gouveia, Granjo, Henriques, Lara, Marques, Melo e Prado, Mesquita, Mendes, Neto, Nunes, Pereira, Pinheiro, Rodrigues, Rosa, Sarmiento, Silva, Soares, Teixeira* and *Teles*.

In the Diaspora of Latin America, there are kept, for example, among others, the following family names: *Almeida, Avelar, Bravo, Carvajal, Crespo, Duarte, Ferreira, Franco, Gato, Gonçalves, Guerreiro, Leão, Lopes, Leiria, Lobo, Lousada, Machorro, Martins, Montesino, Moreno, Mota, Macias, Miranda, Oliveira, Osório, Pardo, Pina, Pinto, Pimentel, Pizarro, Querido, Rei, Ribeiro, Salvador, Torres* and *Viana*.

In other regions of the world, there are also descendants of Sephardic Jews of Portuguese origins that maintain, besides the aforementioned names, among others, the following family names: *Amorim, Azevedo, Álvares, Barros, Basto, Belmonte, Cáceres, Caetano, Campos, Carneiro, Cruz, Dias, Duarte, Elias, Estrela, Gaiola, Josué, Lemos, Lombroso, Lopes, Machado, Mascarenhas, Mattos, Meira, Mello e Canto, Mendes da Costa, Miranda, Morão, Morões, Mota, Mourada, Negro, Oliveira, Osório (ou Ozório), Paiva, Pilão, Pinto, Pessoa, Preto, Souza, Vaz* and *Vargas*.

Besides the family names and the usage of the Portuguese language, namely in rites, even today, there are descendants of Portuguese Sephardic Jews that speak among each other the Ladino, a language used by the Sephardics expelled from Spain and Portugal in the 15<sup>th</sup> century, derived from Spanish and Portuguese, and currently spoken by around 150,000 people in communities in Israel, Turkey, the former Yugoslavia, Greece, Morocco and in America, among many other places.

The following Act will allow the descendants of Sephardic Jews of Portuguese origin who desire so, to claim their right to return, by acquiring Portuguese nationality by naturalization, and their integration in the national community being granted, with its co-relative rights and obligations.

The Lisbon Israeli Community, the Porto Israeli Community, the Superior Council of the Judiciary, the High Council of the Administrative and Fiscal Courts, the Superior Council for the Public Prosecution, the Bar Association, the Notary Public Association, the Chamber of Solicitors, the Union of Registrars, and the Council of Justice Officials were heard on an optional basis.

The Jewish Community of Belmonte, the Union of Portuguese Judges, the Union of the Public Prosecutors, the Union of the Registry and Notary Officers, the Union of the Registry and Notary Workers of the Northern Region, the Union of the Registry and Notary Workers of the Southern Region and the Islands, the Union of the Judicial Workers, the Union of the Justice Officials, and the Association of the Judicial Officers were heard on an optional basis.

Thus:

In accordance with Article 2 of Law No. 2013/01 of 29 July 2013, and under the terms of Article 198 (1) (a) of the Constitution, the Government enacts as follows:

#### Article 1

##### **Purpose**

This Act undertakes to the second change to the Regulation of Portuguese Nationality, approved by Decree-law No. 237-A/2006 of 14 December, modified by Decree-law No. 43/2013 of 1 April, providing for the concession of Portuguese citizenship to the descendants of Sephardic Jews.

#### Article 2

##### **Amendment to the Regulation of Portuguese Nationality**

The following paragraph is added to the Regulation of Portuguese Nationality, approved by Decree Law No. 237-A/2006 of 14 December, altered by Decree Law 43/2013 of 1 April, the Article 24-A:

“Article 24-A

Naturalization of foreigners that descend from Portuguese Sephardic Jews

1 - The Portuguese Government may concede Portuguese nationality, by naturalization, to the descendants of Sephardic Jews, when the following criteria are met::

- a) Being of majority age or emancipated, under Portuguese law;
- b) Having not been convicted, with a sentence transited in *rem judicatum*, for a crime liable to a prison sentence of three years or more, in accordance with Portuguese law.

2 - In the application presented by the interested party, the circumstances determining the tradition of belonging to a Sephardic community of Portuguese origin shall be indicated and demonstrated, namely, family names, native language, direct ancestry or family relationship in a collateral line of a common parent from the Sephardic community of Portuguese origin.

3 - The application shall be accompanied by the following documents, notwithstanding the obligations arising from article 37:

- a) Birth certificate;
- b) Certificate of criminal record issued by the competent authority in the country of the nationality of the applicant or of the country in which the applicant has resided, which must be authenticated, when issued by foreign authorities.
- c) Certificate from a Jewish community with collective religious person status, under Portuguese Law, at the date of entry into force of this Article, that certifies the tradition of belonging to a Sephardic community of Portuguese origin, materialised, namely, in the family name of the applicant, native language, ancestry, and family memory.

4 - The certificate referred to in line c) of the previous paragraph must contain the full name, date of birth, country of birth, parentage, nationality, and residence of the

applicant, as mention of direct ancestry or family relationship in a collateral line of a common parent from the Sephardic community of Portuguese origin, accompanied by every evidence of such.

5 - In the absence of the certificate mentioned in 3(c), and, in order to demonstrate direct ancestry or family relationship in a collateral line of a common parent from the Sephardic community of Portuguese origin or tradition of belonging to a Sephardic community of Portuguese origin, the following means of evidence are admitted:

- a) Certified document, issued by the Jewish community that the applicant belongs to, proving their usage of Portuguese expressions in Jewish rites, or as a language spoken by them in the heart of that community, the Ladino;
- b) Certified records, such as registers from synagogues and Jewish cemeteries, as well as residence permits, property titles, deeds of will, and other pieces of evidence of family connection from the applicant, through direct ancestry or family relationship in a collateral line of a common parent from the Sephardic community of Portuguese origin.

6 - In case of doubt over the authenticity of the contents of the documents issued abroad, the member of the Government responsible for Justice may request the Jewish community referred under line 3(c), a report over the evidence produced under the preceding paragraph.”

### Article 3

#### **Entry into force**

This Act shall enter into force on the first day after the date of its publishing.

Reviewed and approved in Council of Ministers on 29 January 2015.

Passed on 25 February 2015

Sanctioned on 26 February 2015

The Prime Minister

The Minister of Foreign Affairs

The Minister of Internal Administration

The Minister of Justice